RAPPORT AU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE

Transports, Mobilité durable

■ Séance du 5 mai 2022

19509

■ APPROBATION DU PRINCIPE DE LANCEMENT D'UN CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE PARCS DE STATIONNEMENT A MARSEILLE

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2016, exerce la compétence en matière de réalisation et de gestion d'aires et parcs de stationnement.

Par contrat de délégation de service public conclu le 1^{er} avril 1991, la ville de Marseille à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la société QPARK l'exploitation des parkings Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie. Il s'achèvera le 2 décembre 2022.

Les parcs Timone et Phocéens ont été regroupés avec deux autres parcs et font désormais l'objet de deux contrats distincts.

Dans ce cadre, il convient de proposer le lancement d'un contrat de délégation de service public avec les cinq autres parcs restant, Baret, Monthyon, Cours Julien, Corderie et Gambetta. En effet, compte tenu des économies d'échelle qui découleraient de cette modification de périmètre, le recours à ce mode de gestion apporterait une cohérence tant économique que technique (optimisation du niveau des redevances, des coûts de fonctionnement et amélioration de la qualité des ouvrages).

Par conséquent, le contrat de délégation de service public en affermage sera relancé avec le périmètre suivant :

- Baret, Monthyon, Cours Julien, Corderie et Gambetta.

Le choix du mode de gestion du service public de stationnement incombe à la Métropole qui demeure libre de décider du mode de gestion qu'elle estime le plus approprié.

Plusieurs modes de gestion ont été envisagés : la gestion en régie (la régie dotée de la seule autonomie financière, la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière), la gestion dans le cadre d'un marché d'exploitation, la gestion déléguée (la régie intéressée, la concession de service public et l'affermage).

Eu égard aux besoins en termes de souplesse et de dynamisme de gestion, ainsi que d'innovation, la délégation de service public à un opérateur privé apparaît comme la solution la plus efficace.

Elle permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir-faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. Le service confié étant aux risques et périls du fermier, la collectivité maintiendrait un contrôle étroit sur l'exécution de celui-ci, sur les plans techniques, comptables et financiers.

Par ailleurs, le recours à ce type de contrat permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de percevoir une redevance d'occupation du domaine public composée d'une part fixe (garantie) et d'une part variable, tout en procurant une rémunération acceptable aux délégataires, et en garantissant le maintien en bon état des ouvrages et le renouvellement des matériels d'exploitation. De plus, le mode de rémunération des délégataires, directement lié aux résultats de l'exploitation incitera ceux-ci à améliorer la gestion du service.

Le fermier devra se conformer au programme de travaux prévu au contrat et assurera les travaux d'entretien et de réparation des installations ainsi que le renouvellement des équipements d'exploitation.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil Métropolitain sur les modes de gestion envisageables pour chaque contrat et de soumettre à votre approbation, le principe, pour chacun d'eux, d'une exploitation dans le cadre d'une concession de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Compte tenu des prestations confiées aux concessionnaires, il est préconisé de déléguer ce service pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devront assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

L'exploitant sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et au code de la commande publique dans sa troisième partie.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/354, concernant l'exploitation des parkings Baret, Monthyon, Cours Julien Corderie, Gambetta, Timone et Phocéens approuvé par délibération du conseil municipal de la ville de Marseille n° 73/853/SC du 3 décembre 1973, et ses avenants ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du
- Le rapport de présentation joint en annexe.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence Métropole du

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence dans le domaine de la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement ;
- Qu'il est nécessaire d'organiser la gestion de plusieurs parcs de stationnement à Marseille dont le contrat arrive prochainement à échéance ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, la concession de service public apparaît la solution la mieux adaptée aux objectifs de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de gestion des parcs de stationnement suivants dans le cadre d'une concession de service public pour une durée de 7 ans :

- Baret, Monthyon, Cours Julien, Corderie et Gambetta à Marseille.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la concession de service public ainsi que les prestations demandées aux concessionnaires telles que décrites dans le rapport de présentation annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à engager et à conduire à leur terme les procédures de consultation prévues aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué,
Transports et Mobilité Durable

Henri PONS

**RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE SUR LE FONDEMENT DE L'ARTICLE
L1411-4 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

■ **Information du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le lancement d'une procédure de délégation de service public sous la forme d'un affermage, en vue de l'exploitation des parcs de stationnement Gambetta, Cours Julien, Corderie, Monthyon et Baret sis à Marseille.**

Par délibérations concomitantes de la Ville Marseille n° 02/1288/EHCV du 16 décembre 2002 et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, FAG 16/356 du 20 décembre 2002, le contrat de concession n° 91/354 concernant les parkings Baret, Monthyon, Corderie, Phocéens, Julien, Timone, Gambetta a été transféré dans ses droits et obligations à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces parcs ont été réalisés entre 1971 et 1988 par la société d'Economie Mixte Marseille Parc Auto, à laquelle la Ville de Marseille avait confié la mission de la réalisation et l'exploitation de ces ouvrages. En 1991, la Ville de Marseille a décidé de confier, dans le cadre d'un contrat de concession, la gestion et l'entretien des parcs à la société Scetauparc.

Ce contrat a ensuite été cédé en 1994 à la société Provençale de Stationnement, filiale de la société Epolia faisant partie du groupe Eiffage contre une redevance capitalisée au profit de la ville de Marseille.

En juin 2008, cette société est devenue une filiale du groupe QPARK qui l'a ensuite absorbée en 2014.

Le contrat s'achèvera le 2 décembre 2022.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de lancer une nouvelle procédure de délégation de service public sous la forme d'un affermage, pour une durée de 7 ans qui débutera à la fin du contrat susvisé dont le périmètre concernera les parcs Baret, Monthyon, Corderie, Cours Julien et Gambetta.

I - PRESENTATION DU SERVICE :

Le parking Baret situé place Felix Baret (Marseille 6^{ème}), offre 700 places sur 7 niveaux.

Le parking Corderie situé 33 bd de la Corderie (Marseille 7^{ème}), offre 400 places sur 8 demi-niveaux.

Le parking Monthyon situé rue Breteuil (Marseille 6^{ème}), offre 515 places sur 7 niveaux.

Le parking Cours Julien situé cours Julien (Marseille 6^{ème}), offre 630 places sur 5 niveaux.

Le parking Gambetta situé allées Léon Gambetta (Marseille 1^{er}), offrait initialement 630 places sur 3 niveaux. Toutefois, depuis la construction du complexe cinématographique Artplexe, cinquante places ont été neutralisées et ne sont donc plus exploitables ; la capacité du parc passe ainsi de 630 à 580 places.

Les parcs, à l'exception de Monthyon, sont ouverts 24h/24 7j/7. Le parc Monthyon est ouvert tous les jours de 7h à 23h.

La mise en service de ces parkings étant ancienne (entre 1971 et 1978) et la durée du contrat étant longue (31 ans), les investissements réalisés par le délégataire sont assez élevés. Dans le cadre de ce contrat, les cinq parcs ont fait l'objet de travaux conception réalisations et d'embellissement à hauteur de 38 843 k€.

TARIFS EN VIGUEUR :

Depuis le mois de juillet 2015 et conformément à la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation, les parkings Baret, Monthyon, Cours Julien, Corderie et Gambetta proposent une tarification par pas de 15 minutes à la clientèle horaire ainsi que des abonnements véhicules légers.

Par délibération du 28 mars 2019, la Métropole a mis en place une nouvelle politique tarifaire permettant d'harmoniser les tarifs en poursuivant une logique zonale. De même afin d'accompagner les opérations de requalification urbaine, la Métropole a introduit des tarifs résidents au sein des grilles tarifaires des parkings sis à Marseille et une tarification de nuit.

La grille tarifaire actuellement en vigueur se décline ainsi :

TARIFS CORDERIE 2021

Durée	Tarif par 15 minutes (en € TTC) Année 2021	Tarif Cumulé (en € TTC) Année 2021
0-15 mn		- €
15-30mn		- €
30-45mn	1,80 €	1,80 €
45mn-1h	0,60 €	2,40 €
1h-1h15	0,60 €	3,00 €
1h15-1h30	0,60 €	3,60 €
1h30-1h45	0,60 €	4,20 €
1h45-2h	0,60 €	4,80 €
2h-2h15	0,60 €	5,40 €
2h15-2h30	0,60 €	6,00 €
2h30-2h45	0,70 €	6,70 €
2h45-3h	0,60 €	7,30 €
3h-3h15	0,50 €	7,80 €

3h15-3h30	0,50 €	8,30 €
3h30-3h45	0,50 €	8,80 €
3h45-4h	0,50 €	9,30 €
4h-4h15	0,30 €	9,60 €
4h15-4h30	0,30 €	9,90 €
4h30-4h45	0,30 €	10,20 €
4h45-5h	0,30 €	10,50 €
5h-5h15	0,30 €	10,80 €
5h15-5h30	0,30 €	11,10 €
5h30-5h45	0,30 €	11,40 €
5h45-6h	0,30 €	11,70 €
6h-6h15	0,30 €	12,00 €
6h15-6h30	0,30 €	12,30 €
6h30-6h45	0,30 €	12,60 €
6h45-7h	0,30 €	12,90 €
7h-7h15	0,30 €	13,20 €
7h15-7h30	0,30 €	13,50 €
7h30-7h45	0,30 €	13,80 €
7h45-8h	0,10 €	13,90 €
8h-8h15	0,10 €	14,00 €
8h15-8h30	0,10 €	14,10 €
8h30-8h45	0,10 €	14,20 €
8h45-9h	0,10 €	14,30 €
9h-9h15	0,10 €	14,40 €
9h15-9h30	0,10 €	14,50 €
9h30-9h45	0,10 €	14,60 €
9h45-10h	0,10 €	14,70 €
10h-10h15	0,10 €	14,80 €
10h15-10h30	0,10 €	14,90 €
10h30-10h45	0,10 €	15,00 €
10h45-11h	0,10 €	15,10 €
11h-11h15	0,10 €	15,20 €
11h15-11h30	0,10 €	15,30 €
11h30-11h45	0,10 €	15,40 €
11h45-12h	0,10 €	15,50 €
12h-24h		15,50 €

Tarifs de 20h à 8h

Durée	Tarif par 15 minutes (en € TTC) Année 2021	Tarif Cumulé (en € TTC) Année 2021
0-15 mn		- €
15-30mn		- €
30-45mn	0,90 €	0,90 €
45mn-1h	0,30 €	1,20 €
1h-1h15	0,30 €	1,50 €
1h15-1h30	0,30 €	1,80 €
1h30-1h45	0,30 €	2,10 €

1h45-2h	0,30 €	2,40 €
2h-2h15	0,30 €	2,70 €
2h15-2h30	0,30 €	3,00 €
2h30-2h45	0,30 €	3,30 €
2h45-3h	0,20 €	3,50 €
3h-3h15	0,20 €	3,70 €
3h15-3h30	0,20 €	3,90 €
3h30-3h45	0,20 €	4,10 €
3h45-4h	0,20 €	4,30 €
4h-4h15	0,20 €	4,50 €
4h15-4h30	0,20 €	4,70 €
4h30-4h45	0,20 €	4,90 €
4h45-5h	0,10 €	5,00 €
5h-12h		5,00 €

	mois	trimestre	semestre	année
7x24	150,00	412,00	825,00	1 650,00
7x24 Résident Moto	30,42	91,25	182,50	365,00
7x24 Résident	58,34	175,00	350,00	700,00
7x24 Moto	73,40	220,20	440,40	880,80

TARIFS GAMBETTA 2021

Durée	Tarif par 15 minutes (en € TTC) Année 2021	Tarif Cumulé (en € TTC) Année 2021
0-15 mn		- €
15-30mn		- €
30-45mn	1,80 €	1,80 €
45mn-1h	0,60 €	2,40 €
1h-1h15	0,60 €	3,00 €
1h15-1h30	0,60 €	3,60 €
1h30-1h45	0,60 €	4,20 €
1h45-2h	0,60 €	4,80 €
2h-2h15	0,60 €	5,40 €
2h15-2h30	0,60 €	6,00 €
2h30-2h45	0,70 €	6,70 €
2h45-3h	0,60 €	7,30 €
3h-3h15	0,50 €	7,80 €
3h15-3h30	0,50 €	8,30 €
3h30-3h45	0,50 €	8,80 €

3h45-4h	0,50 €	9,30 €
4h-4h15	0,30 €	9,60 €
4h15-4h30	0,30 €	9,90 €
4h30-4h45	0,30 €	10,20 €
4h45-5h	0,30 €	10,50 €
5h-5h15	0,30 €	10,80 €
5h15-5h30	0,30 €	11,10 €
5h30-5h45	0,30 €	11,40 €
5h45-6h	0,30 €	11,70 €
6h-6h15	0,30 €	12,00 €
6h15-6h30	0,30 €	12,30 €
6h30-6h45	0,30 €	12,60 €
6h45-7h	0,30 €	12,90 €
7h-7h15	0,30 €	13,20 €
7h15-7h30	0,30 €	13,50 €
7h30-7h45	0,30 €	13,80 €
7h45-8h	0,10 €	13,90 €
8h-8h15	0,10 €	14,00 €
8h15-8h30	0,10 €	14,10 €
8h30-8h45	0,10 €	14,20 €
8h45-9h	0,10 €	14,30 €
9h-9h15	0,10 €	14,40 €
9h15-9h30	0,10 €	14,50 €
9h30-9h45	0,10 €	14,60 €
9h45-10h	0,10 €	14,70 €
10h-10h15	0,10 €	14,80 €
10h15-10h30	0,10 €	14,90 €
10h30-10h45	0,10 €	15,00 €
10h45-11h	0,10 €	15,10 €
11h-11h15	0,10 €	15,20 €
11h15-11h30	0,10 €	15,30 €
11h30-11h45	0,10 €	15,40 €
11h45-12h	0,10 €	15,50 €
12h-24h		15,50 €

Tarifs de 20h à 8h

Durée	Tarif par 15 minutes (en € TTC) Année 2021	Tarif Cumulé (en € TTC) Année 2021
0-15 mn		- €
15-30mn		- €
30-45mn	0,90 €	0,90 €
45mn-1h	0,30 €	1,20 €

	0,30 €	
1h-1h15		1,50 €
1h15-1h30	0,30 €	1,80 €
1h30-1h45	0,30 €	2,10 €
1h45-2h	0,30 €	2,40 €
2h-2h15	0,30 €	2,70 €
	0,30 €	
2h15-2h30		3,00 €
2h30-2h45	0,30 €	3,30 €
2h45-3h	0,20 €	3,50 €
3h-3h15	0,20 €	3,70 €
3h15-3h30	0,20 €	3,90 €
3h30-3h45	0,20 €	4,10 €
3h45-4h	0,20 €	4,30 €
4h-4h15	0,20 €	4,50 €
4h15-4h30	0,20 €	4,70 €
4h30-4h45	0,20 €	4,90 €
4h45-5h	0,10 €	5,00 €
5h-12h		5,00 €

	Mois	Trimestre	Semestre	Année
7x24	150	412	825	1650
7x24 Place réservée	180,3	496	1082	2164
7x24 Résident Moto	30,42	91,25	182,5	365
7x24 Résident	58,34	175	350	700

TARIFS COURS JULIEN

Durée	Tarif par 15 minutes (en € TTC) Année 2021	Tarif Cumulé (en € TTC) Année 2021
0-15 mn		- €
15-30mn		- €
30-45mn	1,80 €	1,80 €
45mn-1h	0,60 €	2,40 €
1h-1h15	0,60 €	3,00 €
1h15-1h30	0,60 €	3,60 €
1h30-1h45	0,60 €	4,20 €
1h45-2h	0,60 €	4,80 €
2h-2h15	0,60 €	5,40 €
2h15-2h30	0,60 €	6,00 €
2h30-2h45	0,70 €	6,70 €
2h45-3h	0,60 €	7,30 €

3h-3h15	0,50 €	7,80 €
3h15-3h30	0,50 €	8,30 €
3h30-3h45	0,50 €	8,80 €
3h45-4h	0,50 €	9,30 €
4h-4h15	0,30 €	9,60 €
4h15-4h30	0,30 €	9,90 €
4h30-4h45	0,30 €	10,20 €
4h45-5h	0,30 €	10,50 €
5h-5h15	0,30 €	10,80 €
5h15-5h30	0,30 €	11,10 €
5h30-5h45	0,30 €	11,40 €
5h45-6h	0,30 €	11,70 €
6h-6h15	0,30 €	12,00 €
6h15-6h30	0,30 €	12,30 €
6h30-6h45	0,30 €	12,60 €
6h45-7h	0,30 €	12,90 €
7h-7h15	0,30 €	13,20 €
7h15-7h30	0,30 €	13,50 €
7h30-7h45	0,30 €	13,80 €
7h45-8h	0,10 €	13,90 €
8h-8h15	0,10 €	14,00 €
8h15-8h30	0,10 €	14,10 €
8h30-8h45	0,10 €	14,20 €
8h45-9h	0,10 €	14,30 €
9h-9h15	0,10 €	14,40 €
9h15-9h30	0,10 €	14,50 €
9h30-9h45	0,10 €	14,60 €
9h45-10h	0,10 €	14,70 €
10h-10h15	0,10 €	14,80 €
10h15-10h30	0,10 €	14,90 €
10h30-10h45	0,10 €	15,00 €
10h45-11h	0,10 €	15,10 €
11h-11h15	0,10 €	15,20 €
11h15-11h30	0,10 €	15,30 €
11h30-11h45	0,10 €	15,40 €
11h45-12h	0,10 €	15,50 €
12h-24h		15,50 €

	Mois	Trimestre	Semestre	Année
7x24	150	412	825	1650
7x24 Place réservée	180,3	496	1082	2164
7x24 Résident Moto	30,42	91,25	182,5	365
7x24 Résident	58,34	175	350	700

TARIFS BARET

Durée	Tarif par 15 minutes (en € TTC) Année 2021	Tarif Cumulé (en € TTC) Année 2021
0-15 mn		- €
15-30mn		- €
30-45mn	1,80 €	1,80 €
45mn-1h	0,60 €	2,40 €
1h-1h15	0,60 €	3,00 €
1h15-1h30	0,60 €	3,60 €
1h30-1h45	0,60 €	4,20 €
1h45-2h	0,60 €	4,80 €
2h-2h15	0,60 €	5,40 €
2h15-2h30	0,60 €	6,00 €
2h30-2h45	0,70 €	6,70 €
2h45-3h	0,60 €	7,30 €
3h-3h15	0,50 €	7,80 €
3h15-3h30	0,50 €	8,30 €
3h30-3h45	0,50 €	8,80 €
3h45-4h	0,50 €	9,30 €
4h-4h15	0,30 €	9,60 €
4h15-4h30	0,30 €	9,90 €
4h30-4h45	0,30 €	10,20 €
4h45-5h	0,30 €	10,50 €
5h-5h15	0,30 €	10,80 €
5h15-5h30	0,30 €	11,10 €
5h30-5h45	0,30 €	11,40 €
5h45-6h	0,30 €	11,70 €
6h-6h15	0,30 €	12,00 €
6h15-6h30	0,30 €	12,30 €
6h30-6h45	0,30 €	12,60 €
6h45-7h	0,30 €	12,90 €
7h-7h15	0,30 €	13,20 €
7h15-7h30	0,30 €	13,50 €
7h30-7h45	0,30 €	13,80 €
7h45-8h	0,10 €	13,90 €
8h-8h15	0,10 €	14,00 €
8h15-8h30	0,10 €	14,10 €
8h30-8h45	0,10 €	14,20 €
8h45-9h	0,10 €	14,30 €
9h-9h15	0,10 €	14,40 €
9h15-9h30	0,10 €	14,50 €
9h30-9h45	0,10 €	14,60 €
9h45-10h	0,10 €	14,70 €

10h-10h15	0,10 €	14,80 €
10h15-10h30	0,10 €	14,90 €
10h30-10h45	0,10 €	15,00 €
10h45-11h	0,10 €	15,10 €
11h-11h15	0,10 €	15,20 €
11h15-11h30	0,10 €	15,30 €
11h30-11h45	0,10 €	15,40 €
11h45-12h	0,10 €	15,50 €
12h-24h		15,50 €

Tarifs de 20h à 8h

Durée	Tarif par 15 minutes (en € TTC) Année 2021	Tarif Cumulé (en € TTC) Année 2021
0-15 mn		- €
15-30mn		- €
30-45mn	0,90 €	0,90 €
45mn-1h	0,30 €	1,20 €
	0,30 €	
1h-1h15		1,50 €
1h15-1h30	0,30 €	1,80 €
1h30-1h45	0,30 €	2,10 €
1h45-2h	0,30 €	2,40 €
2h-2h15	0,30 €	2,70 €
	0,30 €	
2h15-2h30		3,00 €
2h30-2h45	0,30 €	3,30 €
2h45-3h	0,20 €	3,50 €
3h-3h15	0,20 €	3,70 €
3h15-3h30	0,20 €	3,90 €
3h30-3h45	0,20 €	4,10 €
3h45-4h	0,20 €	4,30 €
4h-4h15	0,20 €	4,50 €
4h15-4h30	0,20 €	4,70 €
4h30-4h45	0,20 €	4,90 €
4h45-5h	0,10 €	5,00 €
5h-12h		5,00 €

	Mois	Trimestre	Semestre	Année
7x24	184	552	1 104	2 208
7x24 Place réservée	180,3	496	1082	2164
7x24 Résident Moto	30,42	91,25	182,5	365
7x24 Résident	58,34	175	350	700

TARIFS MONTHYON

Durée	Tarif par 15 minutes (en € TTC) Année 2021	Tarif Cumulé (en € TTC) Année 2021
0-15 mn		- €
15-30mn		- €
30-45mn	1,80 €	1,80 €
45mn-1h	0,60 €	2,40 €
1h-1h15	0,60 €	3,00 €
1h15-1h30	0,60 €	3,60 €
1h30-1h45	0,60 €	4,20 €
1h45-2h	0,60 €	4,80 €
2h-2h15	0,60 €	5,40 €
2h15-2h30	0,60 €	6,00 €
2h30-2h45	0,70 €	6,70 €
2h45-3h	0,60 €	7,30 €
3h-3h15	0,50 €	7,80 €
3h15-3h30	0,50 €	8,30 €
3h30-3h45	0,50 €	8,80 €
3h45-4h	0,50 €	9,30 €
4h-4h15	0,30 €	9,60 €
4h15-4h30	0,30 €	9,90 €
4h30-4h45	0,30 €	10,20 €
4h45-5h	0,30 €	10,50 €
5h-5h15	0,30 €	10,80 €
5h15-5h30	0,30 €	11,10 €
5h30-5h45	0,30 €	11,40 €
5h45-6h	0,30 €	11,70 €
6h-6h15	0,30 €	12,00 €
6h15-6h30	0,30 €	12,30 €
6h30-6h45	0,30 €	12,60 €
6h45-7h	0,30 €	12,90 €
7h-7h15	0,30 €	13,20 €
7h15-7h30	0,30 €	13,50 €
7h30-7h45	0,30 €	13,80 €
7h45-8h	0,10 €	13,90 €
8h-8h15	0,10 €	14,00 €
8h15-8h30	0,10 €	14,10 €
8h30-8h45	0,10 €	14,20 €
8h45-9h	0,10 €	14,30 €
9h-9h15	0,10 €	14,40 €
9h15-9h30	0,10 €	14,50 €
9h30-9h45	0,10 €	14,60 €
9h45-10h	0,10 €	14,70 €
10h-10h15	0,10 €	14,80 €
10h15-10h30	0,10 €	14,90 €

10h30-10h45	0,10 €	15,00 €
10h45-11h	0,10 €	15,10 €
11h-11h15	0,10 €	15,20 €
11h15-11h30	0,10 €	15,30 €
11h30-11h45	0,10 €	15,40 €
11h45-12h	0,10 €	15,50 €
12h-24h		15,50 €

Tarifs de 20h à 8h

Durée	Tarif par 15 minutes (en € TTC) Année 2021	Tarif Cumulé (en € TTC) Année 2021
0-15 mn		- €
15-30mn		- €
30-45mn	0,90 €	0,90 €
45mn-1h	0,30 €	1,20 €
1h-1h15	0,30 €	1,50 €
1h15-1h30	0,30 €	1,80 €
1h30-1h45	0,30 €	2,10 €
1h45-2h	0,30 €	2,40 €
2h-2h15	0,30 €	2,70 €
2h15-2h30	0,30 €	3,00 €
2h30-2h45	0,30 €	3,30 €
2h45-3h	0,20 €	3,50 €
3h-3h15	0,20 €	3,70 €
3h15-3h30	0,20 €	3,90 €
3h30-3h45	0,20 €	4,10 €
3h45-4h	0,20 €	4,30 €
4h-4h15	0,20 €	4,50 €
4h15-4h30	0,20 €	4,70 €
4h30-4h45	0,20 €	4,90 €
4h45-5h	0,10 €	5,00 €
5h-12h		5,00 €

	Mois	Trimestre	Semestre	Année
7x24	195	585	1 170	2 340

Fréquentation 2018, 2019, 2020 des parcs :

PARKING BARET :

ANNEE	FREQUENTATIONS HORAIRES	FREQUENTATION ABONNES
2020	109 905	471
2019	141 255	263
2018	161 347	244

PARKING CORDERIE :

ANNEE	FREQUENTATIONS HORAIRES	FREQUENTATION ABONNES
2020	28 637	284
2019	43 114	224
2018	44 335	200

PARKING COURS JULIEN :

ANNEE	FREQUENTATIONS HORAIRES	FREQUENTATION ABONNES
2020	105 075	314
2019	173 975	343
2018	154 832	351

PARKING GAMBETTA :

ANNEE	FREQUENTATIONS HORAIRES	FREQUENTATION ABONNES
2020	74 889	456
2019	135 166	395
2018	142 835	397

PARKING MONTHYON :

ANNEE	FREQUENTATIONS HORAIRES	FREQUENTATION ABONNES
2020	171 072	336
2019	235 057	328
2018	220 219	310

Chiffre d'affaires 2018, 2019 et 2020 des 5 parcs :

	Chiffre d'affaires global des 5 parcs
2020	5 349 496 € TTC
2019	6 880 231 € TTC
2018	6 598 783 € TTC

Quota des abonnements résidents par parcs en 2021 :

	Résidents VL	Résidents Motos
Baret	250	20
Corderie	100	20
Cours Julien	50	20
Gambetta	130	20

Personnel :

La gestion des parkings Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien et Monthyon est actuellement assurée par une équipe de 15,45 ETP (2,54 ETP pour le parking Baret, 1,82 ETP pour Corderie, 3,24 ETP pour Gambetta, 4,96 ETP pour Cours Julien et 2,89 ETP pour le parking Monthyon).

II - LES DIFFERENTS MODES DE GESTION POSSIBLES :

Deux options peuvent être envisagées pour gérer un service public : la gestion directe par la collectivité ou la gestion indirecte ou déléguée, sous contrôle de l'autorité publique.

1. La gestion directe

Les services publics, qu'ils soient industriels et commerciaux ou administratifs, peuvent faire l'objet d'une gestion directe par la personne publique, conformément aux dispositions des articles L 1412-1 et L 1412 -2 du CGCT.

Le choix d'une gestion directe par la collectivité s'établit entre la régie directe, la régie avec autonomie financière et la régie avec autonomie financière et personnalité morale.

A. La régie directe.

Lorsque le service est assuré en régie directe, la personne publique prend en charge l'activité dans le cadre de ses services, avec ses moyens financiers, techniques et humains. L'intégration est totale.

La gestion du service en régie directe n'est toutefois pas envisageable en l'espèce, dès lors que le stationnement constitue un service public local à caractère industriel et commercial.

En effet, pour cette catégorie de service public, il résulte des articles L.1412-1 et L.2221-8 du Code Général des Collectivités Territoriales que le recours à une régie simple est interdit, sauf si une telle régie existait déjà avant 1926.

B. La régie avec autonomie financière.

La régie avec autonomie financière, supposant la création d'un budget annexe, est appropriée pour un service public industriel et commercial. L'activité reste cependant entièrement prise en charge par la collectivité.

Un conseil d'exploitation et un directeur sont désignés par la collectivité de rattachement et agissent sous son contrôle étroit. Le conseil d'exploitation est une instance essentiellement consultative, la collectivité de rattachement prend toutes les décisions relatives à l'organisation du service.

Que ce soit dans le cadre d'une régie directe ou avec autonomie financière, l'ensemble des dépenses afférentes au service est supporté par le budget de la collectivité publique.

En recourant à l'un ou l'autre de ces deux modes de gestion directe, la Métropole Aix-Marseille-Provence assumerait l'ensemble des dépenses relatives à l'exploitation des parkings Baret, Monthyon, Corderie, Cours Julien et Gambetta.

C. La régie dotée de la personnalité morale.

Cette régie permet à la collectivité de déléguer dans ses statuts la gestion du service public. La régie personnalisée dispose de son budget, d'organes de gestion propres (conseil d'administration, directeur) et de la capacité juridique de passer des contrats. La collectivité de rattachement est présente au sein du Conseil d'Administration. Celui-ci possède un pouvoir propre de gestion.

Dans le cadre d'une régie personnalisée, comme dans le cadre des autres régies, il est possible de faire appel, pour des missions précises, à des prestataires, en concluant des marchés publics.

La régie dispose de son propre personnel (agents de droit privé).

La régie personnalisée est un mode de gestion intermédiaire entre la gestion directe et la gestion déléguée : la gestion n'est pas intégrée à la collectivité de rattachement comme dans les autres types de régies, bien qu'elle ne soit pas non plus totalement déléguée à une personne juridique distincte comme dans le cadre d'une délégation de service public.

2. La gestion avec l'aide d'un prestataire

La personne publique peut conclure un marché d'exploitation avec un prestataire, conformément aux dispositions du Code de la commande publique relatives aux marchés publics.

Dans ce cas, la collectivité confie l'exécution d'une prestation à une personne de droit public ou privée sans lui déléguer la responsabilité de l'organisation et de la gestion du service. La responsabilité reste au sein de la collectivité, de même que l'entière prise en charge financière du service.

Ici, la rémunération du prestataire est également prise en charge par la personne publique et n'est pas répercutée sur l'utilisateur. En l'espèce du dossier, l'absence de lien financier entre l'utilisateur et le prestataire n'apparaît pas souhaitable.

L'hypothèse de la mise en place d'une régie de recettes afin de permettre au prestataire d'encaisser des recettes présente un double inconvénient. Tout d'abord, la lourdeur de la gestion financière pour le prestataire freinerait de façon importante les candidatures pour ce type de contrat. En second lieu, les recettes encaissées ne seraient pas en lien avec la rémunération directe du prestataire et avec le coût du service.

En conclusion, il apparaît que ce mode de gestion n'est pas le mieux adapté aux caractéristiques du service concerné.

3. La gestion déléguée

Ce mode de gestion permet à la collectivité de confier à une entreprise l'exécution du service tout en conservant la maîtrise de ce dernier. Le délégataire est chargé de l'exécution du service avec son propre personnel selon les méthodes de la gestion privée, et à ses risques et périls.

Conformément à l'article L1121-3 du Code de la commande publique, « *la délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales.* »

Aux termes de l'article L1121-1 du Code de la commande publique, « *un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.* »

Il existe plusieurs formes de délégations de service public.

⇒ **La régie intéressée**

Dans la régie intéressée, la collectivité finance elle-même l'établissement du service, dont elle confie l'entretien et l'exploitation à une personne physique ou morale qui assure la gestion du service public pour le compte de la collectivité.

Les opérations de recettes et de dépenses sont intégralement reprises dans un budget annexe de la collectivité délégante.

La rémunération du régisseur n'est pas assurée directement par les usagers mais par la collectivité qui lui verse une rémunération de base forfaitaire, complétée par une prime variable de productivité qui doit inciter le régisseur à améliorer sa gestion et éventuellement par une part de bénéfices.

L'intéressement, autrement dit la part de la rémunération du régisseur assurée ou calculée sur les résultats de l'exploitation doit être suffisamment déterminante pour que le contrat puisse être qualifié de délégation de service public et non de marché.

Le régisseur exploite le service avec un degré d'autonomie qui est variable.

⇒ **La concession de service public**

C'est un contrat par lequel la personne publique délègue à une personne publique ou privée la construction d'un ouvrage public à ses frais et que l'on rémunère en lui confiant l'exploitation de l'ouvrage avec le droit de percevoir des redevances sur les usagers.

Le concessionnaire a donc la charge de réaliser et financer les équipements destinés au service public et à les gérer et exploiter.

La concession est avant tout le moyen de faire financer par le délégataire un équipement public et de permettre à la collectivité de débudgétiser, au moins en partie, l'investissement.

Le concessionnaire a la charge des travaux d'entretien courant et de réparation, y compris les grosses réparations, ainsi que les travaux de mise aux normes.

Il assume également le renouvellement des équipements dans des conditions à déterminer contractuellement. La durée de la concession doit permettre au concessionnaire d'amortir ses investissements.

La concession n'est pas adaptée au cas présent dans la mesure où le financement et la réalisation des parcs de stationnement ont été pris en charge par les concessionnaires précédents.

⇒ **L'affermage**

L'affermage peut être défini comme la convention de délégation de service public par laquelle une collectivité publique confie à un opérateur l'exploitation d'un service public à ses risques et périls, via la mise à disposition des ouvrages à exploiter, moyennant le versement d'une contrepartie financière (redevance).

A la différence de la concession, dans un contrat d'affermage, c'est la collectivité affermante qui a la charge des frais de premier établissement, c'est-à-dire du financement et de la réalisation des superstructures et infrastructures, dont elle est propriétaire, et qui doivent servir de support à l'exécution du service public.

Par la suite, les travaux d'entretien et de réparation des installations sont à la charge du fermier, de même que le cas échéant, selon la durée du contrat, le renouvellement des équipements d'exploitation tandis qu'en principe, les travaux de modernisation, de renouvellement et de réparation portant sur la structure de l'ouvrage sont à la charge de l'autorité délégante.

Le contrat peut également mettre à la charge du fermier le financement des équipements nécessaires à l'exploitation.

Comme dans toute délégation de service public, les tarifs du service sont approuvés par l'autorité délégante. En fin de contrat, l'ensemble des biens affectés au service revient à l'autorité délégante dans des conditions fixées contractuellement.

Le fermier exploite le service à ses risques et périls. Toutefois, les dispositions légales permettent à l'autorité délégante de prendre en charge sur son budget des dépenses du service notamment lorsque des contraintes particulières de fonctionnement sont imposées.

Pendant toute la durée de la délégation, l'autorité délégante exerce un contrôle permanent sur les conditions d'exécution du contrat, et sur le respect par le fermier de ses obligations.

Conclusion sur l'intérêt de recourir à une délégation de service public :

Dans le cas des parkings Monthyon, Baret, Corderie, Gambetta et Cours Julien le recours à une délégation de service public permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'assumer ce service, dont la gestion serait confiée à un professionnel aux compétences techniques et commerciales et au savoir faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement reconnus.

Le recours à une délégation de service public permettrait de bénéficier de la souplesse et du dynamisme d'une gestion privée mieux adaptée à une activité commerciale, tout en maintenant un contrôle étroit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'exécution du service.

Par ailleurs, le recours à ce type de contrat permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de percevoir une redevance d'occupation du domaine public composée d'une part fixe (garantie) et d'une part variable, tout en procurant une rémunération acceptable au délégataire et en garantissant le maintien en bon état des ouvrages et le renouvellement des matériels d'exploitation. De plus, le mode de rémunération du délégataire, directement lié aux résultats de l'exploitation incitera celui-ci à améliorer la gestion du service.

Les autres modes de gestion indirecte étudiés :

- **La régie intéressée** : celle-ci ne répond pas aux objectifs de la collectivité d'externaliser la gestion du service, notamment aux plans financiers et comptables car les dépenses et recettes de la régie intéressée doivent être intégralement retranscrites dans les comptes d'un budget annexe de la collectivité (correspondant au budget de la régie intéressée) ;
- **La concession** : pour ce parc, l'investissement a déjà été réalisé, le recours à la concession n'est pas adapté.

En conclusion, parmi les formes examinées ci-avant de délégation, l'affermage paraît donc être le mode de gestion le mieux adapté aux objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence

III - CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS DEMANDEES AU DELEGATAIRE

Les principales caractéristiques des prestations qui seraient demandées au délégataire, si le choix de l'affermage était retenu, sont présentées ci-dessous. Elles seront détaillées dans le dossier de consultation mis à la disposition des candidats admis à présenter une offre.

Objet du contrat :

Le contrat a pour objet la délégation sous la forme d'un affermage des parkings Baret (700 places), Corderie (400 places), Gambetta (580 places), Cours Julien (630 places) et Monthyon (515 places).

Durée envisagée :

La durée du contrat sera de 7 ans.

Financement :

Le fermier assurera le financement des dépenses d'entretien et de renouvellement prévues dans le dossier de consultation et le contrat.

Le fermier exploite le service à ses risques et périls.

Les conditions d'exploitation :

Le régime des travaux :

Sont à la charge du fermier :

1. Les travaux d'entretien et de réparations

Les ouvrages, les équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du fermier, et à ses frais pendant toute la durée du contrat.

Les travaux entrant dans cette catégorie seront détaillés dans le projet de contrat joint au dossier de consultation.

2. Les travaux de renouvellement

Lorsqu'il s'avèrera nécessaire, le renouvellement des équipements sera à la charge du fermier, suivant les principes définis dans le projet de contrat joint au dossier de consultation. Cela concerne notamment le matériel de péage, les barrières, le remplacement complet des ascenseurs, la mise en peinture de certains niveaux, le remplacement des parois vitrées ...

En revanche, resteront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les travaux liés au gros œuvre, hormis ceux prévus dans le projet de contrat

Le fonctionnement des parcs :

Le fermier établit un projet de règlement intérieur qui sera présenté à l'autorité délégante pour approbation préalable. Ce projet permettra de préciser les conditions d'exploitation des parkings des Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta et Corderie.

Le contrat édictera les prescriptions concernant les conditions d'utilisation, les périodes et heures d'ouverture des parkings, ainsi que des dispositions relatives à l'accueil, la surveillance et la politique de communication à la charge du fermier.

L'autorité délégante se réserve le droit d'imposer au fermier des contraintes particulières de fonctionnement, notamment sur les conditions d'utilisation dudit parking.

Le régime des places de stationnement :

Les parkings Corderie, Monthyon, Cours Julien, Baret et Gambetta fonctionneront sous le régime de l'abonnement, notamment pour les usagers résidents, et du stationnement horaire jour et nuit. Un quota de places dédiées aux résidents sera fixé contractuellement.

Les conditions financières :

- Tarifs :

Les tarifs, ainsi que leur évolution, seront fixés par le contrat approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Rémunération du fermier :

Pour couvrir ses charges d'exploitation, le fermier se rémunérera auprès des usagers des parcs de stationnement Corderie, Monthyon, Cours Julien, Baret et Gambetta, moyennant la perception d'une somme évaluée en fonction de la durée du stationnement et du mode d'usage souscrit par les usagers (abonnements ou ticket horaire).

L'exploitation du service se fait aux risques et périls du délégataire.

- Redevance :

En contrepartie des biens mis à la disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le délégataire devra verser une redevance, à la fin de chaque année, composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe, dont la formule de calcul sera proposée par le candidat, en application d'un seuil de déclenchement, palier ou pourcentage de progression que ce dernier devra expliciter dans sa réponse à la procédure de délégation de service public.

- Contrôle de l'activité du fermier :

Afin de permettre un meilleur contrôle des engagements du délégataire, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera au futur délégataire de constituer une société dédiée spécifiquement pour la gestion des parkings Corderie, Monthyon, Cours Julien, Baret et Gambetta.

Le futur délégataire sera soumis à des procédures de contrôle permettant à la Métropole Aix-Marseille-Provence de s'assurer que les obligations mises à sa charge sont respectées.

Le non-respect de ces obligations pourra faire l'objet de pénalités prévues au contrat, sans préjudice de mesures coercitives (mise en régie – déchéance).

Le délégataire devra fournir à la Métropole Aix-Marseille-Provence toutes les informations de nature à lui permettre d'exercer son contrôle, en particulier en produisant annuellement un compte rendu technique et financier dont le contenu sera détaillé dans le dossier de consultation.

▪ Expiration de l'affermage :

A l'expiration de l'affermage, pour quelque cause que ce soit, le fermier sera tenu de remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en état normal d'entretien, les biens et équipements faisant partie intégrante de l'affermage dans les conditions fixées contractuellement.

Au moins un an avant l'expiration de l'affermage, les parties arrêteront et estimeront, après expertise, les travaux nécessaires à la remise en état normal d'entretien de l'ensemble des ouvrages gérés par le fermier.

Le fermier devra exécuter les travaux correspondants avant l'expiration de l'affermage.

▪ Assurances :

Le fermier sera tenu de souscrire les assurances liées à sa responsabilité d'exploitant de l'ouvrage.

Les obligations du fermier en matière d'assurance seront précisées dans le dossier de consultation.

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE

APPROBATION DU PRINCIPE DE LANCEMENT D'UN CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE PARCS DE STATIONNEMENT A MARSEILLE

Les parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie situés à Marseille sont gérés dans le cadre d'un contrat de concession conclu le 1^{er} avril 1991 entre la ville de Marseille, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, et la société Qpark. Ce contrat s'achèvera le 2 décembre 2022. Les parcs Timone et Phocéens ont ainsi fait l'objet d'un regroupement avec d'autres parcs et figurent désormais au sein de deux contrats distincts.

Dans le cadre des nouveaux contrats à lancer, la Métropole a décidé de modifier le périmètre de certains d'entre eux dans une logique de cohérence globale de la politique de stationnement.

Par conséquent, le contrat de délégation de service public en affermage d'une durée de 7 ans sera relancé selon le périmètre suivant :

- Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta et Corderie ;

Eu égard aux besoins en termes de souplesse et de dynamisme de gestion, ainsi que d'innovation, la délégation de service public à un opérateur privé apparaît comme la solution la plus efficace. Le recours à la délégation de service public permettrait en effet à la Métropole de s'assurer des compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir-faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale, la collectivité conservant néanmoins un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Les éléments précités sont ainsi actés dans le cadre du présent rapport.